

L'Île-du-Prince-Édouard souffre de la pénurie de médecins

Alexandre Gascon

À partir du milieu des années 90, un peu partout au pays, les gouvernements provinciaux ont fait des coupes dans le milieu de la santé. Infirmières et médecins y ont passé. Ajoutez à cela un domaine d'études excessivement contingenté à l'époque, et vous obtenez la recette qui explique la désastreuse pénurie de docteurs qui afflige l'Île-du-Prince-Édouard et les autres provinces et territoires canadiens.

«**Q**uand je suis partie, c'était clair que je voulais revenir à l'Île ou dans les Maritimes à tout le moins». Nadine Arsenault, médecin de famille au Harbourside Family Health Centre, a étudié en médecine familiale à l'Université Laval à Québec. Lorsqu'elle a quitté sa province natale, l'Île-du-Prince-Édouard, son idée était faite; elle voulait pratiquer son métier ici, mais il s'en est fallu de peu qu'il en aille autrement.

Les études de médecine sont longues. Huit ans au bas mot. Une fois le diplôme secondaire en poche, on doit suivre un cours de deux ans de niveau universitaire qui se donne à Moncton pour pouvoir être admissible au programme de médecine dans une université francophone (Moncton ou l'une des trois universités québécoises, Montréal, Sherbrooke et Laval, qui offre le programme). Pour les universités anglophones, c'est encore plus fastidieux. Il faut un baccalauréat au minimum (généralement quatre ans) avant de pouvoir poser sa candidature. Une fois accepté, c'est six ans pour la médecine dite générale (familiale) et deux à



Nadine Arsenault en train d'ausculter Shauna Perry au Harbourside Family Health Centre.

quatre ans supplémentaires pour se spécialiser; que l'on étudie en français ou en anglais ne présente aucune différence à cet égard. Les médecins ne courent donc pas les rues.

Au cours des six années passées au Québec, le conjoint de Nadine s'est déniché un emploi stable. La possibilité de demeurer dans la terre d'accueil leur a effleuré l'esprit, mais Nadine souhaitait élever sa petite fille de deux ans auprès de sa famille. «J'ai été chanceuse, mon conjoint a trouvé un emploi dans le coin ce qui nous a permis de revenir. De mon côté j'étais plus flexible, il manque de médecins partout», explique-t-elle.

Des améliorations

«C'est encore très difficile, très contingenté comme programme, mais il y a des améliorations. Dans

gions plus isolées. Les débuts de carrière requièrent beaucoup de temps et d'implication de la part des médecins, mais plus on a «d'années de service» plus on peut jongler avec son horaire pour obtenir davantage de temps libres. Comme la plupart des boulots rémunérés par l'état, la sécurité d'emploi est pratiquement imparable. Et outre ces considérations prosaïques, la médecine permet de s'autoactualiser en tant qu'être humain, de servir et d'aider son prochain.

Avoir le choix

Lorsque Nadine a opté pour la médecine, elle avait un avantage indéniable sur la plupart des Insulaires qui s'enlignaient sur le même plan de carrière : le choix. Maîtrisant à merveille les langues de Molière et de Shakespeare, elle s'en est allée au Québec, la médecine familiale n'était pas encore offerte à Moncton, maintenant si. Aujourd'hui, le bassin de population qu'elle dessert est plus large que ceux de ses collègues unilingues anglophones. Et tous lui sont reconnaissants d'avoir choisi ce métier si capital, mais si difficilement atteignable. ❖

SOMMAIRE

La CSLF a un gros défi sur les bras
Page 2A

De nouvelles ententes sur le développement économique
Page 2A

L'école Pierre-Chiasson, c'est plus que seulement enseigner le français
Page 3A

Le succès de la Canadian Student Leadership Conference
Page 4A

Le défi de la CSLF: retenir les enseignants francophones

Alexandre Gascon

À chaque année l'histoire se répète. La Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard (CSLF) court après de nouveaux professeurs francophones pour combler les vides laissés par les nombreux départs. Et à ce petit jeu, la CSLF et son grand manitou, Gilles Benoit, sont épuisés de chercher leur souffle. Ils s'échinent à dénicher des solutions permanentes.

La CSLF emploie à l'Île plus de 80 enseignants disséminés sur le territoire, de Souris à Tignish, en passant par Charlottetown, Rustico, Summerside et la région Évangéline. Pour le début de l'année scolaire 2008, M. Benoit et son équipe ont dû remplacer environ 25 % de leur personnel. C'est à peu près 20 nouveaux enseignants qui se sont ajoutés à l'équipe. Un énorme roulement qui fatigue.

Plusieurs facteurs causent cette pénurie récurrente, qui pourtant représente une belle opportunité d'emplois

confortables et permanents pour tous les Insulaires qui se dirigent dans cette branche. «C'est simple, ce qui nous fait le plus mal, c'est que les jeunes souhaitent généralement aller dans les grands centres. On attire beaucoup de professeurs d'une année à l'autre, de l'Île et d'ailleurs, mais après un ou deux ans, ils nous quittent», confie M. Benoit, directeur de la CSLF. C'est donc dire que les portes s'entrouvrent continuellement pour quiconque veut faire carrière dans le milieu.

De bonnes nouvelles

Sur le plan des élèves et de l'accès aux écoles francophones de l'Île, le son de cloche est encourageant. Il résonnera favorablement, pour les prochaines années du moins, alors que les prévisions estiment que la population scolaire, actuellement d'environ 700, augmentera dans cinq des six écoles de la province. Plus d'élèves, besoin de plus de professeurs et étant donné que plusieurs quittent à chaque année... La roue tourne et l'occasion est dorée.

Autre obstacle de taille : l'obligation de toujours devoir engager des professeurs venant de l'extérieur étant donné que les enseignants ne foisonnent pas à l'interne. «C'est sûr que c'est préférable pour nous d'embaucher des Prince-Édouardiens, c'est plus facile de les garder à l'Île, mais il n'y en a pas assez qui sortent des universités», explique le directeur de la CSLF. Il explique d'ailleurs cette situation par le fait qu'on ne trouve aucune université francophone dans la province, la plus proche étant à Moncton, ce qui parfois incite les étudiants, selon Gilles Benoit,

à demeurer dans les centres urbains. «Cette année, à l'école Évangéline, on a été choyé. Sur les cinq nouveaux professeurs engagés, trois proviennent de l'Île, mais ce n'est pas toujours comme ça», regrette M. Benoit.

Un esprit de compétition

Il faut savoir «vendre» l'Île-du-Prince-Édouard pour occuper le poste de directeur de la CSLF, parce que les voisins de l'Atlantique tentent de s'arroger aussi la part du lion, souffrant des mêmes carences professionnelles. «C'est crucial d'aller chercher d'autres professeurs venant de l'extérieur de la province. On est sans cesse en compétition avec les provinces de l'Atlantique qui essaient d'attirer les professeurs sur leur territoire», révèle M. Benoit. Cette entreprise de séduction courtise principalement les Québécois, mais aussi les Néo-Brunswickois et les Ontariens. «Nous vendons notre belle qualité de vie ici à l'Île, la tranquillité et le bien-être qu'on retrouve».

La pénurie d'enseignants revient souvent sur le tapis, mais celle concernant le reste du personnel qui gravite autour ou évolue dans une école n'est certes pas à négliger.

Que ce soit pour mettre la main sur des chauffeurs d'autobus, des aide-enseignants, des concierges ou autres, la CSLF lutte encore pour combler ces postes année après année. Au moment de mettre sous presse, un poste de psychologue scolaire pour les six écoles francophones de l'Île, affiché depuis le début de l'année, était toujours à combler. Et l'histoire se répétera, alors l'occasion est belle. ❖



Gilles Benoit, directeur de la Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard, attablé à son bureau à l'école Évangéline.

Deux ententes Canada - Île-du-Prince-Édouard sur le développement économique

Alexandre Gascon

Plus de 12 millions de dollars au cours des six prochaines années seront injectés dans le marché du travail prince-édouardien grâce à la nouvelle entente, conclue récemment, entre les deux paliers de gouvernement. Le but premier est d'accroître le nombre de travailleurs et d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre. Les nouveaux investissements seront axés sur le soutien des compétences aux chô-

meurs et des travailleurs peu spécialisés qui n'ont pas droit à l'aide à la formation prévue par le programme d'assurance-emploi.

La province accepte de tenir compte de la situation minoritaire francophone et prévoit, lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes, d'offrir les services dans les deux langues, là où la demande le justifie. Service Canada assure encore la gestion de ces programmes, mais transférera ce dossier aux mains de la province à compter du 1^{er} octobre 2009. «On est évidemment satisfait de ces

mesures qui donneront plus de flexibilité au financement des programmes. L'entente va aussi permettre d'élargir les critères sur l'assurance-emploi et d'améliorer ainsi l'accessibilité aux formations pour des gens qui, auparavant, n'étaient pas admissibles aux prestations d'assurance-emploi», a déclaré Claude Blaquièrre, directeur général du Collège Acadie Î-P-É.

Plus de responsabilités pour la province

Une autre entente sur le développement du marché du travail, d'une

valeur de 27 millions de dollars par année, remettra la responsabilité à l'Île d'offrir des prestations d'emploi et des mesures de soutien financées par l'assurance-emploi.

Il faut donc s'attendre à voir se développer en 2009, de nouvelles formations professionnelles qui encourageront une partie de la main-d'œuvre à se spécialiser pour faire face au tourbillon économique et professionnel contemporain. La province aura la possibilité d'axer ses programmes sur les besoins locaux et régionaux des employeurs et des clients. ❖

L'école Pierre-Chiasson : apprendre à vivre en français

Alexandre Gascon

Il y a six écoles francophones sur l'Île. Éparpillés d'un bout à l'autre de la province, les établissements font face à six contextes différents et n'ont pas toujours les mêmes défis à relever, bien que la plupart se recoupent. Il y a une pénurie généralisée de professeurs francophones, de ce point de vue, tout le monde est dans le même bateau. Mais certaines régions acadiennes doivent faire face à d'autres obstacles.

À l'école Pierre-Chiasson située au Centre acadien de Prince-Ouest dans la région de Tignish, le nouveau directeur Ghislain Bernard demeure lucide face à l'ampleur de la tâche qui l'attend. «Le plus difficile à Prince-Ouest, c'est de conserver nos professeurs, de les convaincre qu'ils peuvent être bien ici et de les installer définitivement», analyse le jeune directeur.



Ghislain Bernard, directeur de l'école Pierre-Chiasson, couve du regard Raymond Arsenault et Ryan Gaudet se livrant à une partie d'échecs.

Contrairement à la région Évangéline, établie et reconnue comme secteur francophone depuis pratiquement toujours, Tignish et ses environs sont souvent perçus comme étant

anglophones uniquement. «Ce n'est pas le cas, affirme Ghislain Bernard, c'est simplement comme si le français avait sauté une génération. La plupart des parents de nos élèves ne

parlent pas français, mais on assiste à un retour aux origines acadiennes, c'est pour ça que notre rôle actuellement est très important».

Roulement de personnel

L'école Pierre-Chiasson embauche huit professeurs à temps plein, et un à temps partiel. Au cours de l'été, l'institution a perdu trois de ces huit enseignants réguliers, ce qui représente un roulement de personnel de 37,5%. L'année précédente le ratio était le même. M. Bernard ne déplore pas le manque d'employés qualifiés, il regrette seulement que les professeurs ne demeurent pas plus longtemps dans la région. Le remède idéal selon lui : plus de diplômés francophones de l'Île pour que le bassin d'enseignants prince-édouardiens s'élargissent. Il est toujours plus aisé de convaincre les jeunes de revenir dans leur patrie que d'inciter des immigrants à rester.

Encore faudrait-il qu'il y en ait de disponible, mais il y a réellement un bel avenir dans la province pour ceux qui souhaitent devenir enseignant francophone. «Les jeunes doivent venir ici, s'installer, fonder une famille et contribuer au développement de la vie communautaire dans la région. C'est ce que moi j'ai fait après mon bac à Moncton. J'ai vu le besoin et je suis revenu», raconte-t-il.

Vivre le français

Le plus grand des défis qui attend ce jeune directeur dynamique et confiant, c'est d'apprendre à ses élèves la vie francophone. Leur apprendre qu'à l'école, on ne leur enseigne pas seulement à parler français, on leur enseigne à vivre en français. «C'est plein de petits détails. On ne veut pas que la langue reste dans nos murs, on veut qu'elle se propage à l'extérieur. On veut faire épanouir la communauté, créer un environnement dans lequel le français va fleurir», explique M. Bernard. Tout ça pour que les jeunes veulent revenir dans la région. Faire un baccalauréat en éducation prend cinq ans à l'Université de Moncton et l'école Pierre-Chiasson n'a qu'une année de diplômés derrière la cravate. Ghislain Bernard compte beaucoup sur la génération qui quitte sous peu pour l'université pour venir garnir les écoles de leurs compétences. Partout sur l'Île, on attend les professeurs. ❖

Conseils pour la recherche d'emplois

Dianne Griffin, directrice du recrutement chez D.P. Murphy Inc., a parlé aux étudiants qui assistaient à un Salon de l'emploi dernièrement. Voici ses conseils pour réussir une entrevue professionnelle que La Voie de l'emploi a jugé pertinent de dévoiler.

- Faites votre recherche : Songez à quel emploi vous aimeriez avoir. Consacrez du temps pour évaluer l'entreprise, observez les travailleurs et les clients. Vérifiez le site Web de la compagnie pour en apprendre davantage.
- Posez des questions : Parlez aux clients de leurs impressions de l'entreprise et aux employés sur la nature de leur travail. Pendant l'entrevue d'emploi, posez des questions sur ce que vous savez de la compagnie. Cela démontrera que vous êtes intéressé et prêt à en apprendre davantage.
- Prenez votre emploi au sérieux : Donnez le maximum de vous-même à chaque jour. La façon dont vous respectez vos engagements aujourd'hui aura un impact sur vos futures références d'emploi. La fiabilité est la clé.
- L'hygiène personnelle ainsi qu'une tenue vestimentaire appropriée sont importantes.
- La ponctualité : Arrivez cinq à dix minutes d'avance à votre entrevue. Ceci indique à l'employeur que vous serez probablement à l'heure au travail.
- L'impact des premières impressions : L'employeur prend sa décision concernant votre embauche dans les 15 premières minutes de votre entrevue. Regardez dans les yeux de votre intervieweur, soyez confiant, courtois, et souriez. Pas de gomme à mâcher.
- Prenez votre temps pour remplir la demande d'emploi : Il est important de présenter sa feuille de renseignements propre et sans erreurs d'orthographe.
- Le travail bénévole est un atout : Soyez certain de mentionner tout travail communautaire accompli. Le bénévolat démontre que vous ne pensez pas seulement à vous-même. Si vous n'avez pas d'expérience dans ce domaine, impliquez-vous.
- Toujours aviser l'employeur quand vous décidez de démissionner : Quitter un emploi sans préavis gâche votre référence d'emploi. La plupart des employeurs vérifient les références pour savoir comment vous vous êtes comportés sur le marché du travail. Il est primordial de conserver une réputation sans tache.
- Faites preuve de persévérance : Une fois votre demande soumise, assurez un suivi périodique pour voir s'il n'y a pas d'ouverture subite pour différents postes. Cela démontrera votre intérêt. Si vous ne décrochez pas l'emploi, demandez des précisions sur les raisons du rejet. Prenez ces remarques comme des conseils et préparez vous en conséquence à l'avenir.

Pour plus d'informations sur D.P. Murphy Inc., visitez le www.dpminc.com. ❖

Une façon originale et efficace d'apprendre le leadership

Alexandre Gascon

Les jeunes d'aujourd'hui sont les meneurs de demain. Pour bien performer sur le marché du travail et dans leurs communautés ils doivent toutefois perfectionner certaines aptitudes. Découvrir ses forces, développer de nouvelles habiletés, accroître sa confiance personnelle, toutes des opportunités offertes par la *Canadian Student Leadership Conference*.

Pour la première fois en 24 éditions, la *Canadian Student Leadership Conference* avait lieu à l'Île-du-Prince-Édouard, à l'école Three Oaks à Summerside. «On n'en est pas peu fier», a lancé Nicole Haire, organisatrice et mentor du projet en compagnie de Randy Gallant, directeur-adjoint de l'école.

Du 30 septembre au 4 octobre, 700 délégués étudiants et 250 professeurs provenant d'écoles d'un océan à l'autre, ont pu participer à des ateliers et assister à des conférences visant à faire naître en eux un leader sociétal. «Le but de cet événement qui se tient depuis 1985, est de former les chefs de demain : les dirigeants d'entreprises, directeurs d'organismes, etc. Les jeunes vont retourner dans leurs collèges et universités à travers le pays et vont s'impliquer dans leur communauté étudiante», assure Mme Haire, qui est aussi professeure à Three Oaks.

«Quelle belle façon de regrouper le Canada», a déclaré Duncan McKillop, un des conférenciers invités à la journée d'ouverture de l'événement.

Sans toutefois avancer de statis-



Nicole Haire (au centre) est entourée de jeunes étudiants de l'école Three Oaks, des bénévoles qui ont travaillé pour et pendant la *Canadian Student Leadership Conference*. De gauche à droite on retrouve Sam Merrell, Erica Puchniak, Nicole Haire, Maria Brown et deux déléguées étudiantes d'une autre école.

tiques, Nicole Haire révèle que l'impact est significatif, le changement est draconien chez les étudiants qui participent à cette semaine de conférences. Ils en reviennent transformés et s'impliquent beaucoup plus dans la communauté. La 25^e édition aura lieu dès le mois de janvier 2009, à UBC (University of British Columbia) à Vancouver. Toutes les écoles d'enseignement postsecondaires peuvent y envoyer des étudiants, généralement jusqu'à trois par établissement, et instaurent habituellement une forme de concours

pour sélectionner les participants à l'événement.

«C'est une chance extraordinaire pour tous les élèves. Ça fait plusieurs années que Three Oaks y envoient des jeunes et ces derniers deviennent les leaders des groupes étudiants de l'école et prennent énormément d'initiatives dans la communauté», explique Nicole, fourbue d'avoir travaillé si fort pendant plus de deux ans, mais «tellement satisfaite» du succès de l'événement.

Mme Haire est heureuse de cons-

tater que l'événement a déjà porté fruit, alors que UPEI (University of Prince Edward Island) prévoit tenir une conférence semblable axée sur la découverte du leadership.

C'est maintenant aux étudiants intéressés d'aller puiser intérieurement des forces insoupçonnées afin d'être plus actifs dans leur milieu, de faire les démarches nécessaires pour participer à cet événement qui a lieu année après année. Informez-vous auprès de la direction de votre établissement scolaire. *It all starts here* comme disait le slogan de l'édition 2008. ❖

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard. Elle est le résultat d'une entente entre *La Voix acadienne* et *Service Canada*. Le projet est financé dans le cadre de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : MARCIA ENMAN

RÉDACTEUR : ALEXANDRE GASCON

RESPONSABLE DE LA MISE EN PAGE : ALEXANDRE GASCON

IMPRESSION : ACADIE PRESSE

La Voie de l'emploi

5, Ave Maris Stella,
Summerside, Î.-P.-É
C1N 6M9

Tel : (902) 436-6005

Fax : (902) 888-3976

Courriel : texte2@lavoixacadienne.ca

Site Web : le contenu de la publication est disponible en ligne

au www.lavoixacadienne.com et

au www.employmentjourney.com